

trésor, donc, et consacrer quelque argent à des secours provisoires. Mais c'est comme si on donnait au bébé du sirop contre le rhume tout en laissant la fenêtre ouverte! C'est à peine effleurer le problème! Ce sont là remèdes de bonne femme. On se borne à faire avaler des médecines en quantités bien insuffisantes pour guérir le mal attribuable à sa propre politique! Voilà certains des problèmes que le chef de l'opposition (M. Drew), dont je regrette l'absence,—et je pense qu'en ce moment toute la Chambre partage ce sentiment, qui est en tout cas celui de mon propre parti...

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Rowe: Mes honorables amis peuvent rire, mais c'est quand même exact. J'affirme donc que puisque nous avons la chance exceptionnelle de posséder, en la personne de notre leader parlementaire, l'une des personnalités les plus éminentes et les plus pittoresques que notre pays ait jamais connues, je regrette vivement son absence. Il pourrait en effet examiner ces problèmes beaucoup plus à fond que je ne le puis. Lorsqu'il n'est pas malade il est plein d'une énergie sans borne et c'est son travail acharné qui l'a rendu digne du poste qu'il occupe.

Il a l'expérience du gouvernement, à la fois au niveau municipal et provincial, et maintenant, celle de l'opposition en plus. A dire vrai, on peut tout autant s'instruire de ce côté-ci, à surveiller les faiblesses du Gouvernement, qu'à exécuter les fonctions du gouvernement. Son expérience, sa capacité et son courage nous manquent aujourd'hui. Je remercie de nouveau le premier ministre de ses aimables paroles. Nous souhaitons tous, je n'en doute pas, son prompt retour.

Ce sont-là, monsieur l'Orateur, quelques-unes des raisons qui l'ont poussé l'automne dernier à réclamer une session du Parlement et je sais qu'il aurait pu en énumérer d'autres encore. Lorsqu'il a prié le Gouvernement de prendre en considération la convocation d'une session du Parlement, je suis certain qu'il ne s'imaginait pas que le chômage serait jugé régional et saisonnier seulement ou qu'on ne soumettrait aucune mesure pratique visant à apporter une solution au problème. Après avoir insisté pendant si longtemps pour que soit convoquée une conférence fédérale-provinciale qui répartirait mieux et plus clairement les domaines d'imposition entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, il ne s'attendait pas que le premier ministre nous dise aujourd'hui qu'il nous ferait savoir s'il a ou non de nouveau changé d'idée, lui qui a affirmé que même s'il ne pensait pas qu'une conférence s'imposait au

cours de l'intersession, nous pourrions bien en avoir une plus tôt qu'on ne le prévoyait.

Je n'en tiens pas moins à dire que malgré ces indices de la diminution de nos débouchés d'exportation, malgré l'augmentation du chômage,—qui se résorbera tout de même, je l'espère,—malgré la diminution de notre revenu national et l'augmentation de nos dépenses, je reste persuadé qu'étant donné une saine politique fiscale et la mise en valeur de nos ressources, sur place, nous n'en continuerons pas moins de progresser. N'entendez pas par là qu'il faille mettre en valeur chez nous la totalité de nos ressources. Nous avons du minerai de fer, par exemple, dont les États-Unis auront un jour beaucoup plus besoin que ce n'est le cas en ce moment, ou que d'ici vingt-cinq ans. Nous avons une grande quantité de matières premières à vendre.

Nous serions heureux de vendre notre blé, que ce soit sous forme de farine ou de crêpes. Nous voulons le vendre. De ces matières premières que nous possédons en surabondance il n'en est pas une que nous ne soyons actuellement disposés à vendre. Il ne faudrait pas que ce principe soit sciemment méconnu par ceux qui s'en vont répétant partout que notre parti estime qu'il faudrait transformer au Canada toutes de nos matières premières jusqu'à la dernière livre. Jamais cela n'a été notre programme. Nous voulons que la mise en valeur de nos ressources, chez nous, se fasse de manière à fournir du travail à nos propres concitoyens. Il s'agit simplement d'établir l'équilibre des conditions, ce qu'il est possible de faire de diverses façons.

C'est tout notre régime fiscal qu'il faut revoir. Le Gouvernement parle de réduire les frais de l'industrie: nous y arriverions peut-être en comprimant le coût de l'administration. On peut parler de concurrence et de course aux affaires, mais il faudrait aider le fabricant à rivaliser davantage en réduisant quelques-uns de ces impôts. On peut aider l'ouvrier à conserver son emploi, si l'on observe attentivement ce qui se produit à l'heure actuelle. Je crois vraiment, monsieur l'Orateur, que le Gouvernement et les honorables députés qui siègent à votre droite, dont relève la direction de nos affaires à l'heure actuelle, après mûre considération, approfondiront ces questions plus qu'ils ne donnent l'impression de l'avoir fait par le discours du trône.

Je le répète, notre pays est plein de promesses; nous possédons les ressources voulues pour offrir de grandes possibilités aux milliers de jeunes Canadiens des futures générations aussi bien qu'aux millions d'immigrés qui pourront nous venir d'autres pays. Il nous faut une politique fiscale saine qui soit